Penser la résistance comme objet historique

Ouanassa SIARI-TENGOUR (1)

L'idée essentielle de notre projet de recherches est centrée sur « la Résistance algérienne entre 1954-1962, entre Histoire et Mémoire ».

Nous sommes habitués à un discours commémoratif et consensuel sur la résistance où le mythe et l'auto célébration s'entremêlent. Pour l'essentiel, il porte sur les représentations « héroïsantes » qui flattent notre orgueil national.

Pour l'histoire, il s'agit d'aller au-delà de la commémoration, du souvenir, d'aller à la rencontre du fait historique dont la particularité essentielle, fondamentale est qu'il est doté de sens. Ce sens est énoncé dans une forme scripturale, une composition écrite, en un mot un discours construit.

Mais ce discours est différent de celui des acteurs quand ils rendent compte de leur expérience militante, de leurs actions. Autrement dit, les interprétations lues dans les mémoires publiés ou recueillis lors d'entretiens, constituent une base d'analyse pour l'exercice d'écriture de l'histoire, mais nécessitent un autre traitement, celui qu'impose la rigueur de la discipline qu'il ne faut pas limiter juste à l'évènementiel et aux anecdotes dont l'exemple phare est Yves Courrière[1].

Parallèlement, l'historien comme l'anthropologue ne peut se permettre d'éluder la question de la mémoire. En tant qu'objet historique, la mémoire participe et se trouve partie prenante de toute réflexion autour du phénomène de la résistance. La mémoire est au fondement même de l'engagement, elle est source de l'engagement résistant. Les exemples sont nombreux :

---

(1) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine 3, Algérie.

[1] Yves Courrière a publié *Les fils de la Toussaint* (1969), *Le Temps des Léopards* (1969), *L'heure des colonels* (1970) et *les Feux du désespoir* (1971), Paris, éd. Fayard. C'est l'œuvre d'un journaliste bien renseigné souvent, mais qui ne saurait être confondue avec une étude historique.

- Les figures emblématiques dans notre histoire ne manquent pas de l'antiquité à la période coloniale et la tradition orale ou écrite en assure la transmission aux générations présentes et futures. Ainsi le souvenir de 1871 ou celui de 1945[2] émaillent les entretiens menés ici et là.

- Bien entendu, il convient de tenir compte des autres canaux de transmission de la mémoire : les résistants eux-mêmes, les partis et les associations culturelles qui les soutiennent. L'un des exemples que l'on peut avancer concerne la mémoire des évènements de mai 1945 que les partis nationalistes entretiennent. Le PPA/MTLD en commémore le souvenir en invitant ses militants à observer le jeûne dès le premier anniversaire, c'est-à-dire le 8 mai 1946. L'UDMA en fait son moment fondateur d'autant plus que son leader a été arrêté comme le démontre Malika Rahal dans sa thèse[3]. Par ailleurs, les institutions nationales font également un usage public de la mémoire, occultant certains évènements ce qui contribue au brouillage des repères à l'exemple de la dissimulation des corps de deux dirigeants de *wilaya,* Amirouche et Si el Haouès, révélée par l'ouvrage de Saïd Sadi[4].

- L'une des tâches qui incombe aux historiens est précisément de déconstruire les rapports que l'histoire entretient avec la mémoire et les tensions qui les alimentent.

Pour l'heure, il suffit de préciser que notre tâche consiste à tenter de faire l'histoire de la résistance[5].

A quelles conditions, le travail historique est-il possible ?

Nous devons par conséquent nous interroger sur la notion de *résistance* et préciser les modalités de sa construction comme objet historique, ce qui veut dire, nous situer dans la production de l'historiographie dont il convient de souligner les acquis, les

[2] 1871 fait référence à l'insurrection de Mokrani, cf. Ageron, C.-R (1968), *Les Algériens musulmans et la France,* tome 1, Paris, PUF ; et 1945, aux manifestations du 8 mai 1945 et aux massacres survenus dans les régions de Sétif et Guelma ; cf. Rey-Golzeiguer, A. et Planche, J.-L. (2006), *Sétif, 1945, Chronique d'un massacre annoncé*, Paris, éd. Perrin.

[3] Rahal, M. (2007), *L'Union démocratique du Manifeste algérien (1946-1956). Histoire d'un parti politique. L'autre nationalisme algérien,* thèse de doctorat, Paris, INALCO.

[4] Saïd, S. (2010), *Amirouche, une vie, deux morts, un testament*, Tizi-Ouzou, Imp. Les Oliviers.

[5] Signalons la réflexion de Meynier, G. (2002), « La nation du FLN, c'est la résistance ? », *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Paris, Fayard, p.241-242.

points aveugles, les occultations si l'on aspire à un renouvellement ou à un approfondissement des problématiques.

Du fait d'une mémoire sélective peu attentive à la logique d'une histoire sociale globale, la compréhension de la *résistance* est compliquée. La difficulté de prendre de la distance avec les évènements liés à la résistance représente un autre écueil.

La définition de la notion de résistance

Il faut bien avouer les difficultés à avancer une définition pour un phénomène historique qui paraît évident au sens commun.

C'est un mouvement dynamique qui émerge, se constitue lentement, progressivement en réaction à une situation donnée. Quelques traits distinctifs soutiennent la notion de résistance : d'abord l'idée d'imprévisibilité qui induit de l'improvisation et de l'imagination, ensuite, une capacité particulière d'adaptation au moment présent et à l'avenir. Tous les entretiens réalisés avec les femmes comme les hommes engagées dans la résistance - à l'exception de quelques militants - n'avaient aucune expérience pour affronter la situation créée par le déclenchement de la lutte armée.

C'est un mouvement de révolte, qui exprime très fort une volonté de rupture totale comme l'écrit François Lyotard dans *Socialisme et Barbarie*[6]. Mais ce mouvement de révolte n'a de sens que parce qu'il est porté par une collectivité, un groupe social plus ou moins structuré et une mémoire.

Le cas de la révolte individuelle ou solitaire n'est pas négligeable mais il implique des notions de désobéissance, d'insubordination, de dissidence.

Cependant, seule la révolte ou le refus partagé par un groupe et porté par un projet qui se fixe un objectif à atteindre et prévoit les moyens de l'atteindre. Dans le cas de l'Algérie, les chefs historiques à l'origine de la révolution décident de passer à la lutte armée pour libérer le pays de la domination coloniale française. D'emblée, ils constituent une véritable opposition à l'État colonial dont ils contestent la légitimité. La force de leur projet est soutenue par une organisation politique : le Front de Libération Nationale (FLN) et c'est cette condition qui nous autorise à parler

[6] Lyotard, F. (1989), *Ecrits sur la Guerre d'Algérie, Ecrits 1956-1963*, Paris, éd. Galilée.

de résistance. L'organisation politique dut entamer la lutte sur plusieurs fronts : rallier le plus grand nombre autour de son combat, travailler donc l'opinion publique, la convaincre de la légitimité de sa lutte, l'informer par la transmission de consignes de distribution de tracts ou de journaux. L'un des premiers bulletins d'information lancé par le FLN porte le titre de *Résistance Algérienne*[7]. L'information radiophonique et l'action diplomatique ont contribué grandement à la médiatisation de la cause nationale. Ainsi, au-delà du projet, ce qui fait sens, c'est la mise en œuvre des moyens mobilisés en vue de consolider l'organisation de la Résistance, dans le but de concrétiser ses objectifs.

Mais dans le registre de la contestation en situation coloniale, le mouvement de résistance est incompréhensible sans la connaissance de toute la période précédant 1954 où s'est forgé « l'esprit d'indépendance »[8]. Réduire comme le fait l'historiographie officielle, l'action de rupture avec le système colonial au seul groupe des « Activistes » du PPA-MTLD, à leur affiliation à l'OS, à la création du CRUA, puis au FLN et au déclenchement de la lutte armée le 1er Novembre 1954, ne rend pas compte de la complexité de la réalité historique qui ne se reconnaît pas dans les représentations linéaires. Le répertoire de la résistance puise dans d'autres sources que l'organisation politique. Il existe en effet d'autres facteurs, à replacer dans la longue durée de la période coloniale qui nourrissent la mémoire. Les souvenirs du passé tels la répression des différents soulèvements, les massacres, les exécutions, la déportation, les bagnes, l'exil, les dépossessions foncières, ne sont pas totalement insignifiants. Ils entretiennent tout un imaginaire de la Résistance voire de la subversion où se télescopent les temporalités, les mythes, les références à l'histoire musulmane. La pluralité des engagements patriotiques est à aborder au prisme de ce soubassement qui relie le passé au présent.

Quand on essaie par conséquent d'avancer une définition, on est bien embarrassé tant le phénomène revêt une multiplicité de

[7] Le premier numéro parut le 22 octobre 1955. D'autres feuilles furent ronéotées au niveau des cinq Zones : ainsi dans la Zone 1/Aurès, le numéro 1 du *Patriote* parut au mois de novembre 1955.

[8] Expression empruntée au témoignage livré par Aït Ahmed, H. (1983), *Mémoires d'un combattant. L'esprit d'indépendance, 1942-1942*, Paris, Sylvie Messinger.

formes, la clandestinité soustrait en effet de nombreux aspects en raison du secret qui est observé. Quant aux accélérations de la conjoncture en temps de guerre, elles obligent souvent les acteurs de la résistance à modifier l'organisation, à prendre des mesures souvent draconiennes, allant jusqu'à l'élimination physique… Ainsi, les rumeurs ou ce que l'on appelle plus prosaïquement les opérations d'intox, peuvent compliquer le cours des choses comme ce fut le cas de l'opération de la Bleuïte[9], lancée dans les maquis de la Wilaya 3, par les services psychologiques de l'armée française et dont beaucoup de maquisards et résistants en ont été les victimes. D'autres facteurs à l'instar des particularismes culturels[10], à l'instar des oppositions entre ruraux et urbains, de la prégnance de la segmentarité, des rivalités en fonction des affiliations politiques, des positions de genre, ont joué un rôle déterminant sinon décisif, dans les choix en faveur de la résistance.

Nous sommes donc face à un mouvement très complexe qui n'a cessé d'évoluer avec la durée de la guerre, soit de 1954 à 1962 si l'on ne prend en considération que la période de la Guerre de libération. Il convient donc de commencer par identifier un certain nombre de critères qui distinguent la résistance :

- A considérer les structures de l'organisation de la Résistance (FLN, ALN, CCE, CNRA…), c'est une résistance armée, on s'intéressera donc aux effectifs et aux modes d'organisation en ville à travers la répartition des tâches : les collecteurs de cotisations, de médicaments, de vêtements les chargés du renseignement, des relations avec les maquis, les groupes para militaire. La même attention doit être accordée aux structures mises en place dans les maquis. Si l'on ne perd pas de vue, le poids démographique de la population rurale, la résistance armée fut intimement liée à la force des réseaux de la résistance implantés au sein des populations civiles.

- Si l'importance de la résistance civile n'est plus à démontrer, il reste à en étudier les formes qu'elle a revêtues tout le long de la guerre. La manifestation spontanée de la population de Tlemcen,

[9] Cf. Ageron, C.-R. (1998), « Complots et purges dans l'Armée de Libération Nationale algérienne (1958-1961) »,*Vingtième Siècle*, n° 1, p. 15-27.

[10] Quelle part faire à la segmentarité invoquée pour certaines régions comme l'Aurès, dans la mobilisation politique ? Il est tout aussi probable que les rivalités régionales, tout comme les appartenances à la ville ou à la campagne, les filiations politiques, les rapports de genre constituent autant de contingences qui affleurent dans les entretiens avec les acteurs et actrices de la résistance algérienne.

révoltée par l'exécution du docteur Benzerdjeb, au début de l'année 1956, lors de ses funérailles, en est un exemple parmi d'autres.

- La résistance des personnes impliquées dans les institutions, comment en parler ? Des Algériens qui étaient dans la police et dans l'armée française. Véritable « non résistance » qui a été bien utile à la résistance déclarée… Mais son invisibilité dissoute dans un flou social ne permet pas de l'appréhender, sauf quand elle est découverte et qu'elle fait les frais de la répression. C'est l'exemple de nombreux agents de police et de plusieurs services administratifs qui sont découverts à Tébessa au cours de l'année 1955… c'est le cas aussi des officiers algériens qui ont rejoint les rangs du FLN à partir de l'Allemagne[11].

- Quelle fut l'ampleur de la résistance ? Quel sens donner à la résistance populaire ? Faut-il ignorer la tiédeur des débuts de la Guerre de libération nationale ? Comment parler des compromissions, soit de l'envers de la résistance ?

- A l'inverse, le martyrologue a galvanisé le sens du sacrifice. Si la sacralisation de la mort à travers la figure du *chahid* a conféré une sorte d'identité spécifique à la résistance, il reste à interroger les usages sociaux de la mort, la charge symbolique de la souffrance collective.

Ces quelques réflexions, nous les empruntons essentiellement aux études menées sur la résistance française. La démarche comparatiste nous paraît la voie à suivre pour dégager les particularités du phénomène de la résistance dans un contexte particulier.

Elle nous permet d'envisager une histoire de la résistance en évitant un certain nombre d'écueils, qui nous éloignent des critères retenus par le Ministère des Anciens Moudjahidine pour attribuer la carte de combattant. Le seul moyen est d'entamer la réflexion sur l'étendue et les limites de la résistance ainsi que sur les usages qui l'ont accompagné et qui en réduisent la portée. Sans un effort de conceptualisation, on ne parviendra pas à avancer et à préciser les choses. Il convient donc de tenir compte des diverses représentations que revêt la résistance pour essayer d'élaborer des grilles de lectures ou des modèles d'analyse, passage obligé

[11] Sur la question des officiers déserteurs de l'armée française (DAF), cf. Meynier, G., *Histoire intérieure…op.cit.*, p.149-153.

pour renouveler les problématiques, forger des questionnements pertinents, penser les processus qui sous-tendent la résistance dans des situations données et qui varient selon les lieux, les milieux, les cultures.

S'il est donc si difficile de retenir une définition satisfaisante, quels sont les préalables nécessaires à son approche ?

- Les premiers écrits ont commencé par un inventaire des faits de résistance, donc à privilégier l'action armée.

- Nous savons tous l'insatisfaction éprouvée devant ce type de recherches, qui, s'il est indispensable, n'en est pas moins insatisfaisant. C'est à ce niveau qu'une ouverture sur l'anthropologie sociale et culturelle peut s'avérer particulièrement féconde pour affiner le concept de résistance. Il faut lire de près ce que le courant des « Subaltern studies » qui doit beaucoup à la relecture des textes de Gramsci et qu'ont développé les historiens et anthropologues de l'Inde. Il faut lire les écrits de Ranajit Guha qui a travaillé sur la résistance paysanne durant l'occupation britannique, écrits qui réhabilitent toutes les actions de révolte quotidiennes qu'il considère comme autant d'actes de résistance accompagnant une conscience en mesure de rompre avec l'ordre établi. La comparaison avec le réflexe patriotique des anciens résistants français durant la Seconde guerre mondiale transparaît en filigrane. Et d'inviter à explorer d'autres matériaux que les archives fournies par la police et d'accorder plus d'attention aux relations ethnographiques, au folklore, aux chants, aux légendes, aux rituels religieux, aux épopées des bandits d'honneur, qui expriment une résistance symbolique dont la portée a autant d'importance que la lutte armée.

En conclusion

- Il s'agit de replacer la résistance dans son contexte historique.

- De tenir compte de l'historiographie générale et de l'apport des connaissances auxquelles sont parvenues d'autres recherches proches de cette thématique.

- De prendre la juste distance par rapport aux reconstructions de la mémoire et ses enjeux.

- La lecture ou relecture critique des documents est nécessaire pour croiser les temps, les lieux et les milieux étudiés et rendre compte de la complexité d'une histoire de la résistance.

- Eviter les pièges de la mode (fragmentation et grossissement démesurés des évènements) qui ne peuvent aboutir qu'à des occultations et des oblitérations dans l'élaboration d'une mémoire collective.

- Il reste enfin à retenir, comme le souligne Pierre Laborie, « l'héritage de la Résistance tient moins à ses exploits qu'au sens de son témoignage »[12].

[12] Guillon, J.-M. et Laborie, P. (dir.) (1995), *Histoire et mémoire : la résistance*, Toulouse, Privat.